

Sommaire

[Pauline Domingo, Jérôme Minonzio](#)

Page 4 à 9

Introduction

En 2011, le taux de pauvreté atteint son plus haut niveau depuis 1997 : 8,7 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté (fixé à 60 % du niveau de vie médian, soit 977 euros), ce qui représente 14,3 % de la population (Houdré, Ponceau et Zergat Bonnin, 2013). Cette vision agrégée de la pauvreté recouvre une diversité de trajectoires individuelles tant du point de vue démographique que familial,...

1. Vers des mesures multidimensionnelles de la pauvreté
2. Se déplacer, consommer, se cultiver ... : quelques dimensions de la pauvreté vécue
3. S'adapter à la diversité des situations de pauvreté : un enjeu majeur de l'action publique

[Jean-Michel Charbonnel](#)

Page 10 à 15

Point de repère. Définir et mesurer la pauvreté : un exercice délicat

Alors que tout un chacun a son idée sur le sens du mot, la pauvreté reste cependant, au sens sociologique du terme, une prénotion, c'est-à-dire une idée vague et latente pour rendre compte d'une réalité sociale, laquelle est également désignée par les termes de « misère », « indigence », « situations défavorisées ». Sa définition fait dès lors l'objet de multiples débats, donnant lieu à des concepts...

1. Dépasser le concept de la pauvreté monétaire
2. La pauvreté absolue
3. La pauvreté ancrée dans le temps
4. La pauvreté relative
5. La pauvreté en conditions de vie
6. La pauvreté subjective

Partie 1. Mesurer la pauvreté : approches plurielles

[Didier Gelot](#)

Page 16 à 24

La construction d'un revenu minimum décent par catégories de ménages : enjeux et méthodes

L'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (Onpes) a engagé un travail de quantification d'un « revenu minimum pour un niveau de vie décent » pour certaines catégories de ménages. Ce travail vise à rendre plus concrète la définition retenue en France et en Europe qui considère comme pauvres toutes les personnes « dont les ressources (matérielles, culturelles ou sociales) sont si faibles qu'elles sont exclues des modes de vie minimaux acceptables dans l'État membre où elles vivent ». L'auteur présente d'abord les enjeux théoriques et pratiques de la démarche de construction d'un revenu minimum décent et aborde les aspects méthodologiques les plus importants de sa construction. Il resitue ensuite ce travail dans le contexte européen d'élaboration d'une méthodologie commune de construction d'un revenu minimum et présente les choix méthodologiques adoptés dans le cas français comparativement à d'autres pays et en particulier la Belgique. En conclusion, l'auteur expose rapidement les points de méthode en débat.

1. Construire un « revenu minimum décent » pour la France
2. Une dynamique européenne

[Pierre Grelley](#)

Page 25 à 25

Contrepoint – Comment la pauvreté crée-t-elle l'exclusion sociale ?

Le septième rapport de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'Exclusion (ONPES), « Crise économique, marché du travail et pauvreté », a fait l'objet d'une présentation publique le 29 mars 2012. Il reprend, en le développant et en le mettant à jour, l'objectif de celui qui l'avait précédé en 2010 : porter un regard comparatif sur les évolutions des situations sociales en Europe dans le contexte...

[Catherine Collombet](#), [Anna Hiltunen](#)

Page 26 à 29

Focus – Impact de la crise sur la pauvreté et les inégalités en Europe

La progression récente de la pauvreté n'est pas un phénomène spécifique à la France. Depuis 2008, sous l'effet de la crise, une part croissante de la population vit sous le seuil de pauvreté dans les 27 pays de l'Union européenne (UE27) retenus dans cette analyse. Certains groupes sociaux sont particulièrement touchés par cette dégradation de leur situation économique et sociale, en particulier les...

1. Les effets aggravants de la crise
2. De la crise à la pauvreté
 1. L'augmentation du chômage
 2. L'importance des filets de sécurité avant la crise
3. L'ampleur des coupes dans les filets de sécurité

[Ana Perrin-Heredia](#)

Page 30 à 38

La gestion des comptes en milieux populaires : des catégories administratives désajustées par rapport aux pratiques

Additionner, soustraire, diviser pour mettre en catégorie les comptes des particuliers sont loin de constituer des opérations neutres. Elles supposent des conceptions socialement et moralement situées de l'organisation économique domestique. Les catégories comptables administratives ainsi produites peuvent alors s'avérer inappropriées, en particulier lorsqu'elles doivent s'appliquer aux budgets des ménages en difficulté économique, qui appartiennent généralement aux classes populaires. Ce désajustement des catégories administratives pour penser les comptes de certains particuliers n'est pas sans conséquence. Il est en effet susceptible d'engendrer des surcoûts et de stigmatiser les pratiques de ces populations.

1. Des catégories apparemment scientifiques
2. Des catégories souvent désajustées et coûteuses
3. Un désajustement stigmatisant

[Caroline Helfter](#)

Page 39 à 39

Contrepoint – Quand le travail ne protège pas de la pauvreté

Travailler et vivre sous le seuil de pauvreté est la situation paradoxale qui touche un à deux millions de personnes en France, expliquent Louis Maurin, Valérie Schneider et Nina Schmidt, experts de l'Observatoire des inégalités. Un million si l'on considère les personnes en emploi qui, après avoir comptabilisé le cas échéant les prestations sociales (prime pour l'emploi, allocations logement, etc.)...

[Élisabeth Tovar](#)

Page 40 à 48

Mesurer la pauvreté : l'apport de l'approche par les capacités

L'exemple de l'aire urbaine parisienne en 2010

L'approche par les capacités offre un cadre d'analyse particulièrement bien adapté pour mesurer la pauvreté : au-delà des conditions de vie des individus, le bien-être capabiliste est en effet sensible à leur capacité de conversion des ressources disponibles, ainsi qu'à l'éventail des opportunités de vie qui leur sont accessibles et à leur liberté de choix. Il rompt également avec la conception subjective du bien-être couramment utilisée en économie, qui peut conduire à sous estimer la pauvreté si les personnes pauvres se résignent à leurs conditions difficiles. Dans cet article, nous proposons un exemple critique de mise en œuvre pratique de l'approche par les capacités à travers la mesure de la pauvreté dans les communes de l'aire urbaine de Paris en 2010.

1. Pauvreté réellement vécue versus pauvreté ressentie : une mesure objective
2. Un bien-être sensible aux opportunités et à la liberté d'accomplir
3. Mesurer la pauvreté capabiliste : l'exemple de Paris
4. Résultats : une pauvreté moins intense mais plus diffuse

[Jean-Philippe Vallat](#), [Rémi Therme](#)

Page 50 à 51

Focus – Analyse du surendettement à travers le budget des familles

La notion de budget est au cœur de la démarche d'accompagnement d'une situation de surendettement. Précisément, il s'agit de passer d'un budget structurellement déséquilibré à un budget pérenne. Cette évidence recouvre des réalités complexes. Tout d'abord, la définition même des composantes du budget, et notamment du « reste-à-vivre », peut varier. Ensuite, le budget ne revêt pas les mêmes réalités...

1. Compléter l'analyse forfaitaire du budget des commissions de surendettement
2. Le budget des familles dans l'accompagnement social

Partie 2. Pauvreté et conditions de vie

[Camila Giorgetti](#)

Page 52 à 62

La bibliothèque du Centre Georges-Pompidou : un refuge pour les personnes socialement disqualifiées

Cet article présente les résultats d'une enquête sociologique réalisée au Centre Georges-Pompidou pendant l'année 2012. Il s'agit d'une étude qualitative sur les publics en difficulté qui fréquentent la Bibliothèque publique d'information (BPI), située dans ce centre. L'objectif de l'enquête était de comprendre les modes d'appropriation de cet espace par ce public et les raisons pour lesquelles il s'y rend régulièrement. Sa présence dans la bibliothèque remet en question l'idée que les pauvres n'auraient pas de ressources intellectuelles suffisantes pour fréquenter un espace consacré au savoir et à la culture. Contre toute attente, ces derniers sont nombreux à la BPI. Face à ce constat, cet article cherche à caractériser les usages que les plus pauvres peuvent faire de la bibliothèque du Centre Georges-Pompidou, la place qu'elle occupe dans leur quotidien ainsi que leurs attentes à l'égard des services qu'elle propose.

1. Une double fonction de reconnaissance et de protection
2. Un accueil fondé sur le principe d'égalité
3. Les lecteurs pauvres, des personnes fragiles qui veulent passer inaperçues
4. Face à la dépendance : un espace-temps qui donne un sens à la vie
5. Pour les usagers en rupture : une ressource de survie

[Geneviève Defraigne Tardieu](#)

Focus – L'Université populaire Quart Monde

Apprendre de ceux qui sont supposés ne rien savoir

Les personnes qui vivent dans la grande pauvreté ont souvent connu des scolarités chaotiques. De là naît un préjugé courant sur l'insuffisance de leurs savoirs et de leurs capacités à faire valoir leurs droits. Or, s'intéresser à l'expérience de vie de ces personnes et les amener à y réfléchir est une démarche très fructueuse, comme l'illustre le travail de fond accompli depuis 1972 au sein des Universités...

1. Un lieu d'expression collective
2. S'adresser à des personnes défavorisées sans prérequis
3. Éthique de la rencontre
4. Réflexion sur l'expérience
5. Production d'identité, de sens et de savoir à partir de la réflexion et du partage
6. Construction collective du savoir
7. Production de nouveaux rapports sociaux

[Alain Vulbeau](#)

Page 67 à 67

Contrepoint – Les richesses de l'Arte Povera

Pour avoir une idée de ce qu'est l'Arte Povera (« Art Pauvre » en italien), on peut s'intéresser à la « Vénus aux chiffons » de Michelangelo Pistoletto (1967). Il s'agit d'une reprise de la sculpture antique de Vénus, mais vue de dos et faisant face à une montagne de tissus usagés. Ce qui est « pauvre », dans cette œuvre, ce n'est pas seulement la référence à la misère qui aurait frappé cette déesse...

[Stéphane Rullac](#), [Hugues Bazin](#)

Page 68 à 74

Les biffins et leurs espaces marchands : seconde vie des objets et des hommes

Paris connaît la résurgence d'une pratique de récupération-vente sous la forme de « marchés biffins ». L'article présente une étude qui a tenté de mesurer la présence effective des biffins à l'échelle régionale et de caractériser les processus sociaux qui s'articulent dans le cadre de cette économie informelle. Les récupérateurs-vendeurs forment aujourd'hui une nouvelle catégorie sociale comprenant différents acteurs : biffins, vendeurs à la sauvette et fripiers. Si l'entrée dans la biffe est souvent liée à la précarité, le fait d'y rester peut être un choix qui dessine les contours d'une sociabilité et d'une professionnalité. Les biffins forment une socioculture en ce que l'activité de la biffe appartient à un écosystème qui articule des questions de la politique de la ville, de développement économique et d'action sociale...

1. La biffe : la revente informelle d'objets délaissés

2. La fripe : le recyclage du vêtement
3. La sauvette
4. Une géographie de la récupération-vente en Île-de-France
5. Les écueils de l'étude sociologique des biffins
6. La reconnaissance et le soutien d'un écosystème

[Alain Vulbeau](#)

Page 75 à 75

Contrepoint – Glaner pour vivre

Agnès Varda est connue aussi bien comme cinéaste de fiction que comme documentariste. Le film « Les glaneurs et la glaneuse » fait partie de cette dernière catégorie en s'intéressant à la population qui récupère les fruits et légumes jetés après le marché. Pendant deux ans, la cinéaste a suivi, sur différents marchés de Paris, des hommes et des femmes qui vivaient de restes, voire de déchets. Tous et...

[Annaïg Abjean](#), *En collaboration avec* [Mélanie Tate](#)

Page 76 à 79

Focus – L'aide alimentaire, symptôme d'une radicalisation de la pauvreté ?

Le 14 mars 1963, plus de cinquante personnalités mondiales signaient la proclamation du droit de manger à sa faim. Parmi elles, l'Abbé Pierre, Pierre Mendès-France, Henri Laugier. Au-delà de la question épistémologique et éthique de savoir ce que signifie « manger à sa faim », cinquante ans après, la question de l'universalité de ce droit et celle, afférente, de la conditionnalité des aides, restent...

1. Les proches, premiers pourvoyeurs d'aide alimentaire
2. L'aide alimentaire « institutionnelle »
3. Des personnes et des familles structurellement pauvres
4. L'aide alimentaire vue par ceux qui y recourent
5. Un droit inconditionnel ?
6. Appréhender le non-recours

[Stéphanie Morel](#), *En collaboration avec* [Philippe Estèbe](#), *En collaboration avec* [Nicolas Rossignol](#), *En collaboration avec* [François Delepoule](#), *En collaboration avec* [Christel Fagnoni](#), *En collaboration avec* [Hélène Dinh](#)

Page 80 à 88

Équité territoriale et pouvoir d'agir dans l'espace métropolisé : vers un nouveau régime de politiques publiques

Si la dynamique métropolitaine permet un accès démultiplié aux ressources métropolitaines, elle est également productrice de contradictions sociales fortes. La diffusion urbaine et l'intensification de la

mobilité des ménages, ainsi que la complexification des formes de précarité, transforment en profondeur le rapport entre politique sociale et territoire. D'un côté, l'augmentation des mobilités et de la précarisation des ménages pose une multiplicité de questions sociales territoriales. De l'autre, la métropolisation érige la mobilité et l'accessibilité en facteurs déterminants de l'égalité et de la promotion sociales. Ainsi un changement de régime de politiques publiques doit s'opérer, afin d'intégrer les effets de lieu, démultipliés dans l'espace métropolisé, et de relever les enjeux d'équité territoriale tels qu'ils s'expriment et se différencient dans les territoires.

1. Des questions sociales territoriales différenciées
2. Une diversité des figures territoriales de la précarité
3. De nouvelles ambitions pour les politiques publiques

Partie 3. Intervenir en faveur des plus vulnérables

[Yves Jouffe](#)

Page 90 à 99

La mobilité des pauvres

Contraintes et tactiques

La faiblesse des revenus limite les déplacements en vitesse, nombre, durée et distance et, donc, l'accès à des ressources toujours plus dispersées sur le territoire. Cette contrainte s'exerce aussi indirectement *via* l'équipement automobile, la localisation résidentielle et une multitude d'inégalités qui sapent la capacité à satisfaire l'injonction sociale croissante à la mobilité. Forte ou faible, en tout cas éprouvante, la mobilité s'engrène dans le cercle vicieux de la pauvreté. Des ajustements contrecarrent celui-ci : compétences spécifiques, arbitrages tactiques, stratégies résidentielles, familiales et professionnelles ou encore valorisation de l'ancrage local. Ces façons de faire diverses suggèrent de mettre l'autonomie plutôt que la capacité de mobilité au cœur des actuelles politiques d'accessibilité.

1. Une mobilité limitée
2. L'absence de voiture, inégalité majeure
3. Des lieux de résidence et d'emploi excentrés
4. Des incapacités multidimensionnelles
5. Des tactiques face aux contraintes
 1. Solutions de déplacement : des compétences de contournement des obstacles
 2. Tactiques de mobilité quotidienne
 3. Les stratégies d'accessibilité
 4. L'autonomisation des projets
6. Entre la mise en capacité et l'injonction

[Valérie Pfister](#), [Loriane Guiboux](#), [Juliane Naitali](#)

Page 100 à 107

Les permanences d'accès aux soins de santé : permettre aux personnes vulnérables de se soigner

Les permanences d'accès aux soins de santé sont des dispositifs hospitaliers destinés à assurer l'accès aux soins et l'accès aux droits des personnes socialement fragilisées. Elles proposent une prise en charge globale, tant au niveau médical que social. Les possibilités d'évolution des financements de ces structures ont cependant un impact sur leurs patientèles, toujours plus nombreuses et plus diversifiées, à l'image de la précarité.

1. Lutter contre l'exclusion en matière de santé
2. Financement public national
3. Une patientèle très vulnérable socialement
4. Les publics se diversifient avec la progression de la précarité
5. Des pathologies différentes selon les populations

[Sandrine Dauphin](#), [Pauline Domingo](#)

Page 108 à 118

Pauvreté et politiques publiques : des hommes et des femmes dans les mêmes situations ?

Cet article se propose de regarder les différences entre les femmes et les hommes dans les situations de pauvreté afin de fournir des éléments qui puissent expliquer ces inégalités et interroger les dispositifs d'aide eux-mêmes. Dans un premier temps, un bilan statistique sexué de la précarité professionnelle, de la pauvreté (monétaire, en condition de vie, administrative) et des risques d'exclusion est réalisé. Son analyse montre des positionnements différenciés entre les hommes et les femmes mais, également, au sein de la population féminine selon les configurations familiales. Ce bilan met notamment en lumière le cumul des difficultés auxquelles sont confrontés les ménages monoparentaux, composés majoritairement de femmes seules avec leur(s) enfant(s). Dans un second temps, une réflexion sur les systèmes d'aide rend visibles des logiques qui n'encouragent pas l'autonomie des femmes et contribuent ainsi à la reproduction des inégalités.

1. Des femmes plus souvent dans la précarité
 1. Des femmes plus pauvres que les hommes surtout dans les foyers monoparentaux
 2. Une position inégalitaire sur le marché du travail
 3. Les femmes protégées de la pauvreté laborieuse mais pas de la pauvreté économique
2. Des politiques qui reproduisent les rapports sociaux de sexe
 1. Un modèle de protection sociale fondé sur l'homme gagne-pain
 2. Des politiques d'activation différenciées selon le statut des femmes
 3. Une intervention sociale centrée sur la sphère familiale

[Caroline Helfter](#)

Page 119 à 119

Contrepoint – Précarités : féminin pluriel

Le Conseil économique, social et environnemental (Cese) a adopté, le 11 février 2013, un rapport sur les femmes et la précarité qui propose un tour d'horizon de cette problématique – aussi complet que

consternant. Emploi, retraite, santé, famille : la précarité des femmes s'avère multidimensionnelle et les chiffres présentés accablants. Sur les 8,6 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté...

[Fabien Tocqué](#)

Page 120 à 129

Microcrédit personnel : quels impacts sur les ménages ?

L'évaluation du Microcrédit personnel garanti par l'État (MCP) après huit ans d'existence montre que ce dispositif a des impacts positifs pour les emprunteurs, mais pas nécessairement là où on les attend. Elle donne aux décideurs de nombreux éléments pour faire évoluer ce dispositif qui, malgré son intérêt, est encore loin de répondre à l'une de ses finalités principales, l'inclusion bancaire, et qui ne concerne encore qu'un nombre assez restreint de ménages.

1. Définition et caractéristiques du microcrédit personnel garanti
2. Bilan quantitatif du microcrédit personnel garanti
3. Profils et besoins des demandeurs de crédits
 1. Une interprétation variable du champ d'application
 2. Un accompagnement qui dépasse le soutien matériel
4. Les impacts positifs du microcrédit sur les emprunteurs
5. Le dispositif de microcrédit personnel : un ovni dans le paysage français ?
6. Développer le microcrédit personnel impose de l'adapter
7. Une opportunité à saisir : les Points conseil budget

[Pauline Domingo](#)

Page 130 à 133

Focus – Les prêts des Caisses d'allocations familiales : des crédits pas comme les autres

Les Caf ont une longue pratique d'attribution de prêts sociaux en faveur d'allocataires rencontrant des difficultés passagères, ayant à faire face à des dépenses liées à des changements familiaux et/ou souhaitant s'inscrire dans un projet d'insertion sociale. Principalement octroyés dans le domaine du logement, les prêts constituent une spécificité de la branche Famille de la Sécurité sociale au regard...

1. Des prêts de faibles montants pour améliorer le quotidien
2. Des critères pour favoriser les familles précarisées
3. Les prêts Caf pour éviter le crédit commercial

[Benoît Danneau](#)

Page 134 à 140

Les personnes sans abri et le football : entre pratique sportive et accompagnement social

Les modes de prise en charge des sans-abri montrent aujourd’hui leurs limites, en raison du nombre croissant de personnes exclues, de la complexité de leurs problèmes et de l’accumulation des symptômes physiques et psychiques dont elles souffrent. L’expérience de la Coupe du monde de football des personnes sans abri, qui s’est déroulée en France en 2011, a mis en exergue le travail de promotion du sport par les associations françaises de lutte contre l’exclusion. À côté du travail social qui promeut une prise en charge individuelle, une autre pratique « hors les murs » autour du football se développe et nourrit une réflexion autour de notions clés comme le corps, la santé, l’accompagnement collectif, la relation de confiance, la participation des usagers... Cet article invite à rencontrer un public mal connu et souligne les espoirs que suscite la rencontre du sport et de l’insertion pour la réalisation du projet de vie des personnes exclues.

1. La constitution d’un collectif sur le terrain
2. Se détacher du quotidien
3. Comprendre les contraintes des joueurs sans abri
4. La participation des joueurs à l’activité football
5. Le positionnement des encadrants
6. Le sport, un outil au service d’une insertion

[Pierre Grelley](#)

Page 141 à 141

Contrepoint – Bonheur national brut

Prenant au pied de la lettre le proverbe selon lequel l’argent seul ne fait pas le bonheur, le petit royaume himalayen du Bhoutan – 46 000 km² de haute montagne entre l’Inde et la Chine – a choisi, dans les années 1970, d’évaluer la qualité de vie de ses ressortissants non pas uniquement en termes de patrimoine et de croissance économique mais à l’aune d’un indice original, baptisé « Bonheur national...

[Emmanuelle Guyavarch](#), [Elsa Garcin](#)

Page 142 à 149

Publics hébergés par le 115 de Paris : une forte progression des familles

Depuis une dizaine d’années, tout indique une augmentation du nombre de personnes prises en charge « en famille » dans le cadre de l’assistance aux sans-domicile, une « famille » désignant au moins un enfant mineur, accompagné de sa mère et/ou de son père. Valable à Paris, ce constat s’étend également à l’ensemble de l’Île-de-France. Au 115 de Paris par exemple, plus de 17 000 personnes « en famille » ont été hébergées en 2012, pour une durée moyenne annuelle de quatre mois et demi, alors qu’en 1999 elles n’avaient été que 1 800 à avoir bénéficié d’une prise en charge moyenne de moins de deux semaines. Ainsi, en treize ans, le nombre de personnes sans logement en famille a été multiplié par près de dix tandis que la part des nuitées du 115 de Paris attribuée aux familles est passée de 15 % en 1999 à près de 85 % en 2012. Cette progression (en effectifs et durée d’hébergement) est par ailleurs observable sur l’ensemble du dispositif d’hébergement francilien. L’hébergement prolongé en hôtel constitue par défaut une réponse fréquemment mise en œuvre pour accueillir les familles qui ne va pas sans poser de questions.

1. L'évolution des modalités d'hébergement du Samu social de Paris
2. L'arrivée des familles
3.
 1. Les difficultés de l'hébergement sec
 2. Une extension géographique problématique
 3. Un enjeu politique et de santé publique
4. Comblent le manque de connaissance scientifique

Le social en recherche

[Michel Legros](#)

Page 150 à 150

Établissements et interventions sociales

Le Cafdes fut jusqu'en 2002 un « Certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement social ». Il devint par un décret de 2002 le « Certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement ou de service d'intervention sociale ». Ce ne fut pas le seul élargissement qu'a connu ce diplôme, réservé à l'origine aux seuls directeurs et directrices en poste, puisqu'il est désormais largement...

1. Disparition d'Anthony Lorry

Page 151 à 155

Le social en recherche

Titres recensés

1. Prise en compte du handicap dans un éco-quartier

« Favoriser l'autonomie de personnes en situation de handicap moteur en créant une offre inclusive de logements », Guillaume Chenet. Mémoire pour l'obtention du Certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement ou de service d'intervention sociale, Institut régional du travail social (IRTS) du Nord – Pas-de-Calais, site Métropole lilloise, rue Ambroise-Paré, BP 71, 59373 Loos Cedex, novembre 2013, 85 p., <http://www.irtsnpc.fr>

2. Éthique de chaque instant

« Construire une démarche éthique pour répondre aux nouveaux enjeux de l'accompagnement médical des jeunes polyhandicapés dans un EEAP rural », Odile Ménard. Mémoire pour l'obtention du Certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement ou de service d'intervention sociale, IRTS Paca et Corse, 20 boulevard des Salyens, 13267 Marseille Cedex 08, novembre 2013, 104 p., <http://www.irts-pacacorse.com>

3. Centre social participatif

« Renouveler le projet d'un centre social pour contribuer au développement du pouvoir d'agir des habitants du territoire », Aurore Hermet. Mémoire pour l'obtention du Certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement ou de service d'intervention sociale, Arafdes, 14, rue Berjon, 69009 Lyon, novembre 2013, 101 p., <http://www.arafdes.fr>

4. D'hospice en Ehpad

« Favoriser la continuité identitaire des personnes âgées accueillies en diversifiant les modalités d'accompagnement en Ehpad », Laurent Petit. Mémoire pour l'obtention du Certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement ou de service d'intervention sociale, IRTS de Bretagne, ASKORIA, 2, avenue du Bois-Labbé, CS 44238, 35042 Rennes Cedex, novembre 2013, 93 p., <http://www.askoria.eu>

5. Ehpad(s) en mouvements

« Promouvoir la bientraitance en Ehpad en conjuguant les espaces sociaux et les espaces de soins », Thierry Simonin. Mémoire pour l'obtention du Certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement ou de service d'intervention sociale, IRTS Aquitaine, 9, avenue François Rabelais, BP 39, 33401 Talence Cedex, novembre 2013, 93 p., <http://www.irtsaquitaine.fr>

6. Quand la santé compte au CHRS

« Favoriser l'inclusion de publics précaires confrontés à une problématique santé-social : développer une plate-forme médico-sociale », Claire Pollart. Mémoire pour l'obtention du Certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement ou de service d'intervention sociale, IRRFD, Campus des formations sociales, 1011, rue du Pont de Lavérune, 34070 Montpellier, novembre 2013, 85 p. + annexes, <http://www.irffd.fr>

7. La désinstitutionnalisation de l'enfance

« Internat hors les murs : diversifier les réponses d'une Mecs pour assouplir le parcours des mineurs pris en charge », Sylvie Brenier. Mémoire pour l'obtention du Certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement ou de service d'intervention sociale, Arafdes, 14 rue Berjon, 69009 Lyon, novembre 2013, 82 p. + annexes, <http://www.arafdes.fr>

8. Le guichet ou l'accompagnement

« Conduire la mise en œuvre du projet du service social départemental au conseil général : optimiser la place de l'utilisateur par un accompagnement individualisé », Valérie Le Moal. Mémoire pour l'obtention du Certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement ou de service d'intervention sociale (Cafdes), Irtecs Bourgogne et IRTS Franche-Comté, 1 rue Alfred-de-Vigny, BP 2107, 25051 Besançon, novembre 2013, 82 p. + annexes, <http://www.irts-fc.fr>

9. Hommes au jardinage, femmes au ménage

« Promouvoir la mixité dans une association intermédiaire pour favoriser son développement économique et l'insertion des chômeurs », Céline Marie-Sainte Kolmer. Mémoire pour l'obtention du Certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement ou de service d'intervention social, École supérieure en travail éducatif et social, 3 rue Sédillot, BP 44, 67065 Strasbourg Cedex, novembre 2013, 82 p. + annexes, <http://www.estes.fr>